

LA MONDIALISATION DU CRIME **LE VRAI CRIME DE LA MONDIALISATION ?**

Grégoire HALLIEZ

Sommaire :

I- De l'internationalisation à la mondialisation du crime

II- La crise du crime : vers l'émergence de puissantes structures hybrides

III- Lutter contre le crime : une gageure ?



Les Yeux du Monde.fr

Introduction

Et si la prostitution et la drogue étaient la solution à la crise ? Selon les nouvelles règles statistiques européennes, les revenus provenant de ces deux trafics doivent être intégrés dans le calcul du PIB des pays membres. Compte tenu d'une économie informelle équivalente à 10,9% du PIB italien selon la Banque d'Italie, les prévisions de croissance pour la botte de l'Europe ont été réévaluées de 1,3% à 2,4% pour 2014. La Finlande, la Suède, l'Autriche, la Grande Bretagne et les Pays-Bas profiteront également de cette aubaine.¹ Il y a de quoi amuser les marchés. Il y a de quoi inquiéter les populations. Ces données démontrent l'omniprésence du crime dans certaines économies mondialisées, comme si la mondialisation avait favorisé leur essor. Ne pourrait-on pas dire à l'inverse que le crime a favorisé l'essor de la mondialisation ? A la fin du XIXème siècle, période que Suzanne Berger qualifie de « première mondialisation » lorsque le commerce international connaît un essor considérable, deux millions de Siciliens pauvres migrent vers les Etats-Unis et y implantent une succursale de la mafia Cosa Nostra. A l'heure de la prohibition, l'alcool, interdit à la vente et à la consommation aux Etats-Unis, est massivement importé d'Europe et d'Amérique latine et commercialisé par les mafias en place rangées derrière des leaders comme Al Capone ou Lucky Luciano. En réalité, les deux notions sont intimement liées. Le crime organisé est l'ombre de la mondialisation. Aujourd'hui, le crime entre dans une nouvelle dimension, comme s'il parvenait à dépasser la mondialisation : toutes les patates chaudes géopolitiques ont leur dominante criminelle. Les zones grises, les émergents, les relations entre grandes puissances : le monde entier est concerné. Pourtant, dans les mafias comme dans les médias, l'omerta est de mise. L'objectif de ce dossier est de sensibiliser aux grandes questions géopolitiques liées aux crimes et de prendre en compte les deux grands changements que le monde du crime traverse : (i) nous assistons au passage d'une internationalisation dans les années 1970 à une mondialisation du crime organisé (ii) les

¹ "Le PIB de l'Italie bientôt dopé par la drogue et la prostitution", Le Point, 2014

organisations mafieuses traversent une crise structurelle qui les contraint à renforcer leur violence et leur emprise sur la société, avant (iii) de d'étudier les solutions actuelles et futures pour lutter contre ces crimes.

De l'internationalisation à la mondialisation du crime

Le crime organisé entre dans une nouvelle dimension depuis 30 ans. Alors qu'ils profitent de la mondialisation des flux commerciaux pour accroître leur emprise territoriale, les mafias et gangs criminels sont devenus des acteurs, parfois plus puissants que les Etats ou que des FMN, partis à la conquête de marchés très juteux.

La « terre plate »², terreau du crime

Par certains aspects, les principes de la mondialisation favorisent l'expansion du domaine du crime.

a) Intensification des flux commerciaux

Depuis 2010, le volume des exportations mondiales a été multiplié par 3. L'intensification des échanges commerciaux connecte les quatre coins du globe et met en relation des acteurs internationaux, y compris les mafias, gangs et entités criminelles. Si leurs objectifs sont radicalement différents, ces acteurs interagissent et font naître une véritable criminalité mondiale. En 2008, 36 personnes sont arrêtées en Colombie pour trafic de stupéfiants. Au terme de l'enquête, les inspecteurs concluent que ces gangsters œuvraient pour un cartel colombien accumulant des millions de dollars afin de financer le Hezbollah libanais.

De plus, la majorité du transport de marchandises emprunte les voies maritimes par conteneur. Or, aux frontières de l'Union européenne (UE) et des Etats-Unis, seuls 3 à 5% des biens importés font l'objet d'une vérification. Dans la mondialisation où la rapidité prime sur la qualité, ajoutons que la facilité de circulation passe avant les impératifs de sécurité. La voie maritime favorise d'autant ses flux criminels que nombre de ports sont aux mains d'organisations criminelles depuis le XXème siècle,

² Thomas Friedman, *The world is flat*, 2005

surtout sur la côte Est des Etats-Unis où Cosa Nostra a la main mise sur les docks et les syndicats (International Longshoremens' association, ILA).

b) Emiettement du monde et retrait de l'Etat

Depuis 1945, la mappemonde s'est fractionnée en quelque deux cent Etats se substituant aux immenses étendues impériales antérieures à la Seconde Guerre mondiale. En 2013, 193 pays sont membres de l'ONU contre 159 en 1990. Cet « émiettement du monde »³ dilue le pouvoir central, donne naissance à de nouvelles frontières et crée un vide géopolitique qui renforce la puissance des organisations criminelles. La multiplication des frontières que la balkanisation du monde induit complexifie ainsi les opérations de contrôle pour les polices et justices nationales.

Parallèlement, le marché érode les structures étatiques et favorise la fragmentation d'un monde autour d'identités régionales. Après la vague de privatisation et de dérégulation des années 1980-2000, l'Etat s'est délesté de nombre de ses prérogatives pour les offrir à d'autres acteurs, qui ont gagné de fait en puissance et qui n'hésitent pas à négocier avec d'autres organisations, parfois criminelles, à leur profit. Néanmoins, il serait erroné d'affirmer que les organisations criminelles veulent la mort de l'Etat : elles préfèrent vivre à l'ombre d'un Etat fantoche. Pour Jean-François Gayraud, « l'éclipse de l'Etat est l'aube du crime. »⁴

Cette conjonction de balkanisation du monde et de dilution du pouvoir donne naissance à des Etats sans pouvoir, en proie au crime. Pour Susan Strange⁵, à l'ère du retrait de l'Etat, les appels des peuples en faveur de l'indépendance accouchent sur des victoires à la Pyrrhus où le peuple monte sur un trône démuné d'un pouvoir transmis préalablement aux lobbys et groupes criminels : ce fut le cas au Kosovo où l'UCK (Armée de Libération du Kosovo), ancienne organisation terroriste devenue armée de libération par la magie des intérêts géopolitiques américains, a été mise au pouvoir par

³ François Thual, *La Planète émietlée*, 2002

⁴ JF Gayraud et François Thual, *Géostratégie du crime*, 2013

⁵ Susan Strange, *Le Retrait de l'Etat. La dispersion du pouvoir dans l'économie mondiale*, 1996

l'OTAN et organise aujourd'hui un immense trafic d'armes et sert de plaque tournante pour la drogue des mafias albanaises.

Naissent alors des Etats faillis ou des « zones grises »⁶, territoires sans clôture ni frontière où le pouvoir réel n'est pas aux mains d'acteurs étatiques. Ce sont des zones non-couvertes par le droit national et international où sévissent des entités criminelles. C'est le cas du Cachemire, du Soudan, d'une partie de la Cordillère des Andes, de l'Afghanistan, de la Somalie, l'Amérique latine, certaines républiques d'Asie centrale et plus proche de nous, des régions indépendantistes comme la Corse. Quand les entités criminelles ne président pas aux destinées de leur territoire, le gouvernement lui-même peut sombrer dans le crime dans sa recherche de ressources financières. Trop petits et trop peu puissants pour survivre, les Etats créent dès lors une connivence avec le milieu du crime. L'exemple de l'île de Nauru, 21km² de superficie, est en cela parlant. Trop petit pour exister dans un Pacifique Sud dominé par les triades chinoises, l'îlot a survécu dans le passé grâce à l'exploitation de phosphate, unique ressource de l'Etat, dont il a tiré des revenus jusqu'à l'épuisement des ressources. Aujourd'hui, les revenus de l'Etat ont principalement trois origines : (i) la vente de leur vote à l'ONU (souvent à la Chine), (ii) l'accueil d'immigrés clandestins en provenance d'Australie, (iii) l'accueil de flux financiers du crime russe, japonais et chinois. Entre 2000 et 2003, l'Etat était un Rogue State pour la diplomatie américaine.

c) Urbanisation anarchique

En 2007, la population mondiale devint majoritairement urbaine. Et ce mouvement devrait se poursuivre selon l'ONU qui prévoit que 2/3 de la population mondiale vivra en ville en 2050. Néanmoins, ce brusque mouvement a donné naissance à des mégapoles anarchiques, véritables amas de bidonvilles reliés entre eux et totalement hors de contrôle des autorités. Dans un entassement de taudis surpeuplés, insalubres et sans aucune échappatoire par l'éducation ou la culture, les jeunes constituent une véritable armée de réserve pour le crime. Pour s'enrichir et s'en sortir, le crime

⁶ Xavier Raufer, *Les nouveaux dangers planétaires*, 2009

leur offre des perspectives très lucratives. La mara Salvatrucha (MS-13), les Yardies (Jamaïque) ou la Jaish al-Maidi (Irak) sont apparues dans des bidonvilles ou des quartiers délaissés de grandes villes occidentales (Los Angeles). Au Brésil, dans les favelas de Rio, les jeunes sont les premières cibles pour ces entités criminelles : la première cause de décès pour les moins de 18 ans au Brésil est l'homicide. Karachi, immense bidonville de 10 millions d'habitants au Pakistan, abrite de nombreuses bandes armées organisées (dacoïts), des narcotrafiquants et des réfugiés afghans qui ont emmené dans leurs bagages leur stock d'armes et d'héroïne, ainsi que des séparatistes sindhis (STPP). Le bidonville est un lieu privilégié puisque aucune maison n'y est fixe, aucune carte ne décrit cette véritable ville dans la ville où aucune rue n'y est définitive.

La ville occidentale représente aussi un lieu privilégié du crime en raison de sa proximité des hubs de transports (ports et aéroports), du cœur économique du système (banques et institutions politiques) et parfois du centre médiatique (pour les guérillas et les terroristes). Ajoutons à cela la forte concentration de jeunes non qualifiés sur place souvent désespérés ou « indignés » par l'opulence des plus aisés de l'autre côté du périphérique. Les inégalités poussent certaines personnes au crime et attisent les tensions communautaires, ce qui expose les villes des pays développés à « l'effondrement urbain »⁷. A Detroit, le haut niveau de criminalité des gangs a favorisé un exode massif de la population : la ville a perdu un quart de ses habitants entre 2000 et 2010, la poussant à se déclarer en faillite en 2013.

d) Fin de la guerre froide et corruption

D'autres facteurs conjoncturels expliquent le passage d'une internationalisation à une mondialisation du crime.

La fin de la guerre froide tout d'abord a privé certaines organisations politiques (Sentier lumineux du Pérou, FARC en Colombie, Tigres tamouls, moudjahidins afghans) de subsides précieux distribués par Moscou ou Washington. Aux

⁷ Xavier Raufer, *op cit.*

revendications politiques s'est ainsi adjoint un véritable business model d'organisations criminelles afin d'optimiser leurs financements (enlèvements des FARC, ventes de drogues et d'armes, ...).

Ajoutons à ce phénomène son corollaire : privés des financements des grands blocs, certains dirigeants politiques recherchent des compléments de revenus auprès des lobbys et entités criminelles. A l'heure de l'argent roi, les affaires de corruption défraient la chronique et favorisent certaines accointances entre le politique et le criminel.

Un réseau d'acteurs puissants concurrents des Etats

Dans des conditions rendues plus favorables à l'épanouissement du crime dans le monde, certains acteurs ont développé une puissance telle qu'ils parviennent à concurrencer des Etats de droit. Comme ces derniers, les mafias et gangs prennent le contrôle de territoire : ils animent un véritable tissu économique répondant aux préoccupations des populations voire mettent en place un véritable droit spécifique avec ses codes, sa police et ses juges.

Profitant du retrait de l'Etat de certains territoires, les groupes criminels en prennent le contrôle et concurrencent l'Etat du pays concerné. Autour d'un clan dirigé par un chef incontesté, ces groupes organisent une redistribution des gains du crime (elles ont parfois un chiffre d'affaires supérieur à des grandes FMN) et s'évertuent à résoudre des conflits internes à ces territoires pour favoriser son organisation. Ils créent des formes originales de sécurité caractérisées par l'imposition d'un droit oral respecté par tous les habitants. Cela permet d'assurer, paradoxalement, une sécurité des territoires et de maintenir un climat propice aux affaires. Naissent ainsi de véritables proto-Etats policés par ... les criminels. Les groupes criminels organisent également un tissu économique dynamique visant à fournir des emplois à la population et pérenniser la stabilité de ces espaces criminogènes. On dit des familles de la Camorra qu'elles sont le premier employeur de la Campanie. De même, il est des cas où les criminels répondent plus efficacement aux préoccupations de la population. Après l'intervention américaine en Afghanistan, les paysans ont trouvé leur salut dans

la culture de l'opium encouragée par les cartels de la drogue qui détiennent aujourd'hui l'essentiel du pouvoir à Kaboul. On estime que 60% du PNB afghan provient de la drogue. Deux prérogatives de l'Etat de droit sont même accaparées par les cartels : la levée d'un impôt (ou d'une contribution) directement auprès de la population et la mobilisation d'une « armée de criminels ». Les cartels de la drogue au Mexique mobilisent aussi plus de 100 000 hommes.

Ces rapports entre les mafias et l'Etat permettent de tirer une typologie des acteurs criminels⁸ :

- 1) *Les mafias contre l'Etat* : d'un côté, la mafia combat l'Etat et agit de l'autre « dans » l'Etat en utilisant les deniers publics et contrôlant des votes.

C'est le cas de Cosa Nostra, mafia historique sicilienne, connue pour avoir monopolisé le marché de l'héroïne dans les années 1970. 80% de l'héroïne commercialisée dans le Nord-Est des Etats-Unis venait de Sicile dans les années 1980. Dominée par les Corleonesi (d'où le Vito Corleone du « Parrain »), elle a subi les assauts de l'Etat italien avec l'opération *Mani Pulite* au milieu des années 1980 à laquelle elle a répondu par une vague d'attentats sanglants tuant le juge Falcone et le général Dalla Chiesa. Cette guerre de l'Etat contre la mafia a provoqué la chute de la Ière République italienne en raison de la proximité du Parti socialiste et du Parti démocrate-chrétien avec Cosa Nostra. S'en suit une vague d'arrestations en 1993 dont celle du chef Corléonais Toto Riina : à la stratégie des attentats se substitua alors, pour Cosa Nostra, une tactique d'invisibilité mafieuse, toujours proche pourtant d'un parti comme Forza Italia de Silvio Berlusconi.

Le gigantesque cartel de Medellin a suivi le même parcours dans une Colombie des années 1960 en pleine récession. Aux exportations de café, de pétrole et de tabac se substituèrent des envois de marijuana permettant à certaines familles d'accumuler des sommes colossales. Cette « coopérative de gangs » se réunit derrière un chef

charismatique, Pablo Escobar, qui n'avait jamais accepté d'être refusé par les élites en raison de ses origines modestes. Il lança alors des vagues d'assassinats politiques et déclencha un bras de fer avec un Etat colombien soutenu par Washington, qui finit par triompher en 1994, après l'assassinat d'Escobar.

- 2) *Les mafias dans l'Etat* ou les mafias qui ont infiltré l'Etat et orientent sa politique

Depuis la fin du XIXème siècle, les organisations criminelles mexicaines exportent de l'héroïne et de la marijuana aux Etats Unis. Cependant l'essor dans les années 1980 des exportations de drogues colombiennes, a fait du Mexique un lieu de transit sur la route de la cocaïne récupérant ainsi le marché américain à l'heure de la mort des cartels colombiens. De leurs relations avec le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), les mafias tirent l'essence même du pouvoir profitant des espaces d'immunité laissés par l'Etat. Pour désarmer l'hostilité des Etats-Unis, chaque nouveau président réprime le cartel le plus lié à son prédécesseur et s'appuie sur un autre.

Autre exemple de mafia dans l'Etat : les mafias turques, organisatrices du transit des drogues afghanes arrivant d'Iran, qui avaient de vrais liens avec la caste politique turque à droite (ANAP) et à l'extrême droite (les Loups gris). Ne doit-on pas voir, dans le rejet de la corruption, un des facteurs de basculement du pays dans un islamisme modéré à compter de 2002 ?

- 3) *Les mafias parasites de l'Etat*, pas assez puissantes pour prendre le pouvoir, suffisamment pour influencer ses décisions

Constituées de groupes multiformes appartenant aux différentes ethnies de la CEI, les mafias russes sont essentiellement tournées vers le marché intérieur par des voies criminelles variées (vol à main armée, extorsion, blanchiment, prostitution, trafic d'armes, ...). L'argent qu'elles accumulent leur permettent d'investir dans des activités légales en Russie (pétrole et armement) voire dans le monde.

⁸ Nous reprenons ici la typologie dressée par Alain Labrousse dans *Géopolitique des drogues*, 2011

Grâce à son appartenance au Commonwealth, le Nigeria a noué des relations de proximité avec le sous-continent indien criminel. Dès lors que les cours du pétrole chutent, le pays voit sa croissance ralentie et sa criminalité renaître. Les hauts responsables politiques y sont mêlés : le général Buhari, chef de l'Etat en 1985, serait tombé sous les accusations de corruption de ses adversaires.

4) *Les mafias auxiliaires de l'Etat*, véritables partenaires de l'Etat

Certaines mafias et organisations criminelles s'allient de fait avec les pouvoirs publics ou certains acteurs internationaux, qui pour évincer un pouvoir en place luttent contre une mafia concurrente, permettant une situation favorable aux deux partenaires.

Ce fut le cas lorsque pendant la Seconde Guerre mondiale les Etats-Unis utilisèrent les mafias siciliennes pour débarquer sur l'île en 1943. Dans l'optique d'être libéré, Lucky Luciano, capo de l'héroïne des années 1930, coopère avec les gouvernements de Roosevelt et Churchill pour offrir des renseignements aux divisions alliées et favoriser une adhésion de la population au débarquement. En 1946, il est libéré et extradé en Italie où la CIA favorisa la renaissance des mafias décimées par Mussolini dans l'optique d'obérer l'essor d'un communisme italien.

De même, les yakuzas, membres des Boryodykan (nom du groupe) furent des instruments économiques de la politique des Etats. Les yakuzas furent adoués par les Etats-Unis samourais de la lutte contre le parti communiste. Dès la fin de la guerre froide, du reste, les yakuzas furent interdits (en 1992). Les triades, initialement créées contre les exactions des fonctionnaires mandchous, soutinrent les nationalistes de Tchang Kai Chek avant de passer à Taïwan puis Hong-Kong afin de fuir la traque des communistes au pouvoir derrière Mao Zedong depuis 1949. L'intégration de Macao et d'Hong-Kong à la Chine aujourd'hui nationalise de fait les triades qui ont vu leur volume de commerce considérablement augmenter, en grande partie grâce au commerce de contrefaçons.

5) *Des mafias sans Etat*

Certaines mafias profitent enfin de l'absence d'Etat pour administrer un territoire, en quoi elles empêchent l'émergence d'une véritable structure étatique politique.

En Albanie et d'une certaine manière au Kosovo, le Kanun, traité de droit coutumier hérité de l'Empire ottoman, donne la prééminence à la fratrie et au clan. Ce système permet la floraison de petites organisations comme les guègues au Nord et au Kosovo ainsi que les Tosques au Sud qui profitent des liens géographiques et politiques étroits avec les mafias italiennes et turques pour servir de transit dans l'acheminement de la drogue en Europe de l'Ouest.

Le marché du crime

On ne comprendrait pas la place fondamentale des organisations criminelles dans la mondialisation sans entendre, après l'étude des acteurs concernés, l'étendue du marché qu'elles adressent. La mondialisation a certes permis l'éclosion d'un crime organisé transnational, mais a surtout favorisé la naissance d'un marché gigantesque multi-produits et multi-clients.

En 2009, l'ONU estime que la finance illicite mondiale compte pour à 3,6% du produit brut mondial soit 2 100 milliards de dollars. Cela représente un peu plus du PIB de l'Italie en 2012 !

Sur ces 2 100 milliards de dollars, la part du crime organisé est estimée à 650 milliards de dollars dont 70% sont ensuite recyclés dans l'économie licite.

Le marché des stupéfiants reste, de loin, le plus gros marché du crime avec 320 milliards de dollars US selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) dont :

- 88 milliards pour la cocaïne
- 65 milliards pour les opiacés
- 142 milliards pour le cannabis
- 44 milliards de drogues chimiques.

Il constitue ainsi le troisième plus gros marché du monde derrière celui du pétrole et celui des armes de guerre.

Rien que sur le marché de la cocaïne américaine (35 milliards) la phase de « ventes » occupe 30 milliards du marché contre 5,5 milliards pour la production, la logistique et le transport. On comprend pourquoi les mafias sont attachées au contrôle de l'ensemble de la chaîne de valeur, et surtout pourquoi elles s'affrontent entre elles et qu'elles luttent contre l'hégémonie des Etats pour la maîtrise de bassin de consommation très lucratifs.

D'autres trafics s'ajoutent au marché des stupéfiants pour renforcer l'assise financière des mafias. Le deuxième plus gros marché en valeur et probablement le premier en volume est celui des contrefaçons. Il existe deux manières de calculer la taille du marché selon les instituts spécialisés : ce que perdent les marques (500 milliards de dollars US selon l'OCDE) et ce que gagnent les malfrats (250 milliards de dollars). Cosa Nostra s'est spécialisée dans les contrefaçons d'alcool, la Camorra dans les cigarettes et les mafias turques et russes dans les armes. Les contrefaçons ne comprennent pas uniquement des vêtements de sous-qualité ou des appareils électroniques falsifiés. Ils intègrent également les contrefaçons de médicaments qui s'élèvent à 75 milliards de dollars par an selon l'OMS, soit près de 10% du chiffre d'affaires total de l'industrie du médicament mondial. Les pays de l'OCDE, dotés de systèmes sociaux efficaces à défaut d'être efficaces, sont assez peu concernés par ce marché (1% du volume de médicament total serait contrefait). A l'inverse des pays en voie de développement sont plus touchés: 10% du total de médicaments sont issus de la contrefaçon et 30% en Asie et Afrique. Les mafias profitent surtout de la vague Internet pour distribuer leurs médicaments contrefaits : près de 50% des pilules contrefaites sont vendus sur ce canal. Il va de soi que ces contrefaçons sont très dangereuses pour la santé et qu'elles inquiètent grandement les organisations publiques.

A ces deux grands marchés s'ajoutent le marché du trafic d'organes et d'êtres humains (41 milliards de dollars), d'espèces protégées (8 milliards de dollars), de carburants (11 milliards), d'objets d'arts (entre 4 et 6 milliards).

Enfin, la criminalité des cols blancs complète celle des cols bleus. Des acteurs financiers non contrôlés œuvrent au sein des banques, fonds d'investissement, hedge funds. Depuis la dérégulation de la fin des années 1980, les scandales financiers se sont multipliés aussi rapidement que les volumes d'argent échangés en une nanoseconde. Un domaine au droit mou, sans coopération internationale et où les activités sont très peu productives constitue un excellent terrain pour le crime. Les détournements de fonds, ordres falsifiés de virement ou encore la spéculation outrancière pour fonds propres sont des problématiques quotidiennes pour les grandes banques mondiales. Le palmarès des plus grosses pertes de traders (Howie Hubler et ses 9 milliards de dollars de pertes, Jérôme Kerviel et ses 7,7 milliards de dollars, Brian Hunter et ses 6,4 milliards de dollars, Meriwether et la faillite LTCM en 1994, ...) traduit une tendance des opérateurs financiers à vouloir rattraper à tout prix leurs pertes initiales en prenant encore plus de risques. Pour réaliser de telles opérations, ils doivent passer outre les règles internes de conformité, créer des comptes falsifiés pour dissimuler des pertes ou utiliser le compte de leurs supérieurs pour valider leurs erreurs. Plus récemment, le scandale du LIBOR révèle les falsifications organisées sciemment par les autorités bancaires à leur profit, au détriment des ménages du monde entier.

La crise du crime : vers l'émergence de puissantes structures hybrides

Séisme dans l'univers de la drogue : vers un passage de flux Sud-Nord à des flux Sud-Sud ?

Nous l'avons vu, le marché de la drogue demeure de loin le premier marché mondial du crime. Traditionnellement, il faut distinguer les pays de l'offre des pays de la demande.

Il existe quatre types de drogue comme nous l'avons vu au chapitre précédent : (i) les dérivés de la feuille de coca (cocaïne) qui sont majoritairement cultivés en Amérique Latine (Pérou, Bolivie et Colombie), (ii) les dérivés de l'opium (héroïne) produits dans deux régions, le Croissant d'Or en Asie centrale (Turquie, Afghanistan, Pakistan) et le Triangle d'Or en Asie du Sud-Est (Birmanie,

Thaïlande, Laos), (iii) les dérivés du cannabis dont la production est relativement globale avec quelques zones spécialisées (Maroc, Inde, Mexique la traduction de cannabis étant marijuana, zones localisées en Afrique) et (iv) les drogues de synthèse dont les amphétamines, les barbituriques, et l'ecstasy qui sont confectionnées dans des laboratoires majoritairement en Thaïlande, en Birmanie et aux Pays-Bas.

Les zones de production sont donc principalement ciblées au Sud à destination des marchés de consommation au Nord (USA, Europe, Japon). Les routes (terrestres, maritimes, aériennes ou virtuelles) reliant ces espaces sont sources de conflits entre maints acteurs. Du reste, ce sont souvent des « anti-routes », des zones peu accessibles et très difficilement contrôlables.

Pourquoi la drogue ? Tout d'abord, la concurrence des produits agricoles très subventionnés du Nord et les Plans d'Ajustement Structurels des années 1970-1980 a ruiné une agriculture locale au profit d'une agriculture tournée vers la drogue bien plus lucrative. De plus, historiquement, la production d'opiacés ou de feuilles de coca reste l'apanage de minorités dont la culture paraît archaïque comme les quechuas de Bolivie, les Pachtouns du Pakistan ou les Berbères du Rif marocain. Ces minorités sont plus facilement manipulables par des groupes armés criminels qui leur offre une protection de leurs intérêts contre un Etat prédateur.

Dans les pays consommateurs, les mafias se battent pour maîtriser leur marché de manière monopolistique mais aussi, dans les pays producteurs, pour maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur. Les « narco-guerres » ont ainsi provoqué environ 100 000 homicides au Mexique et en Amérique Centrale entre 2006 et 2011. C'est bien plus que tous les champs de bataille réunis de la « guerre à la terreur » (Irak, Afghanistan et Somalie) au cours de la même période.

Concernant la demande, selon l'ONU⁹, 5% de la population mondiale entre 15 et 64 ans a consommé au moins une fois, au cours de l'année 2010, des stupéfiants, ce qui constitue un marché de 230

millions de personnes. Le cannabis tire la dragée haute, avec entre 119 et 224 millions d'utilisateurs. On estime, en Europe, que 130 tonnes de cocaïne sont consommées par an. Toutefois, la réduction structurelle de la consommation de stupéfiants dans les grands pays consommateurs après le pic des années 1990 et 2000, pourrait grandement modifier la géopolitique de la drogue dans les années à venir.

Les désastres sanitaires révélés à la une des journaux occidentaux participent à ce déclin de l'usage des stupéfiants. En Russie, 2,5 millions de jeunes se droguent à l'héroïne low cost d'Afghanistan engendrant 30 000 surdoses mortelles par an.

Surtout, les pouvoirs publics se saisissent d'une question au lourd coût pour leurs finances publiques, à l'heure des coupes budgétaires difficilement acceptées par les citoyens. Aux Etats-Unis, rien qu'en 2007, la toxicomanie a coûté 193 milliards de dollars à l'Etat¹⁰. Cela comprend notamment les coûts de santé publique, de productivité, de crimes, préventions et répression. La pression policière accrue tend à réduire les lieux de ventes de drogue aux boîtes de nuit ou aux rues mouvementées la nuit. Aussi, les saisies policières incitent les dealers à frelater leurs produits au détriment de leur qualité. Il y a ainsi une baisse relative de l'offre à la fois quantitative et qualitative dans ces pays.

Ajoutons que depuis 2010, la demande du marché mondial des stupéfiants dans le Nord paraît stable. En Grande-Bretagne, pour l'année 2011, la baisse est de 24% sur la cocaïne et 7% sur le cannabis. Seule exception notable : la mephedrone aurait augmenté chez les clubbers de 45%. Aux Etats-Unis, le nombre de salariés testés positifs à la cocaïne lors de contrôle inopiné en entreprise aurait baissé de deux tiers entre 2009 et 2011. Cette baisse de la consommation a lieu alors même que jamais les prix n'ont jamais été aussi bas : en dollars constants, un gramme de cocaïne en 2012 est 74% moins cher qu'il y a trente ans. Cette baisse structurelle de la consommation de stupéfiants chez les plus jeunes dans les pays occidentaux

⁹ United Nations, *2012 World Drug Report*

¹⁰ National Drug Intelligence Center, *The Economic Impact of Illicit Drug Use on American Society*, 2011

s'accompagne d'une hausse très importante de la consommation de stupéfiants dans les agglomérations des pays en voie de développement. L'ONU prévoit ainsi un doublement de la toxicomanie d'ici 2050 dans les mégapoles comme Lagos, Karachi, Sao Paulo. D'ores et déjà, 70% de l'héroïne consommée dans le monde est consommée sur les continents africains et asiatiques. Au flux Sud-Nord se substituent, sans doute de manière structurelle, des flux Sud-Sud changeant complètement la donne du crime international.

Violence et hybridation du crime

D'un côté, les mafias engagées dans le commerce de stupéfiants perdent des clients au Nord où ils réalisaient des marges très confortables. Parallèlement, les nouveaux marchés qu'ils parviennent à conquérir sont beaucoup moins lucratifs : un gramme de coke se vend selon l'ONU 90 dollars au détail en Europe tandis qu'il se vend à 10 dollars en Amérique andine et latine. Dans un univers capitaliste, faibles marges et perte de marchés signifient souvent concurrence féroce et violente. Rappelons que la drogue a un intérêt particulier : puisque les volumes à échanger sont très importants, le marché de la drogue abreuve plusieurs échelons et permet le financement de plusieurs groupes sur une seule opération. Enfin, la vie criminelle est très chère puisqu'un capo est encerclé par des fauves qu'il doit nourrir pour conserver leur loyauté. Toutes les mafias sont par conséquent touchées par ce phénomène structurel qui met à mal le crime organisé et le contraint, dans un premier temps, de renforcer sa violence pour conforter ses positions et, dans un second temps, de diversifier son offre et d'investir de nouveaux marchés.

La violence due au crime se renforce considérablement dans plusieurs régions du globe. Entre 2002 et 2010, les homicides au Mexique ont fait 100 000 victimes : dont 35 000 dus aux guerres inter-cartels. Toute l'Amérique centrale et du Sud connaît des taux d'homicides très élevés. Au Brésil, le taux d'homicide est de 26,2/100 000, 11,4/100 000 en Colombie, 18/100 000 au Mexique. En 2010, la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique,

un territoire a été « libéré » par les Zetas, groupuscules armés, qui contrôlent un territoire par lequel ils peuvent aisément faire transiter leurs produits dans le plus grand marché du monde. C'est une première géopolitique : un territoire est entièrement et officiellement contrôlé et administré par une organisation criminelle qui l'administre. Ce fut avant tout la première guerre civile criminelle de l'histoire. Notre manière de percevoir, prévoir et faire la guerre s'en trouve considérablement altérée. Les seules guerres que nous connaissons aujourd'hui sont régionales et mettent face à face des Etats et des acteurs terroristes ou criminels bien implantés localement. On remarquera avec profit que les guerres américaines de *Nation building* en Afghanistan et en Irak impliquaient, à chaque fois, des pays concernés par le crime. Combattre le crime consiste à contrôler des espaces escarpés dans les montagnes ou des quartiers entiers de bidonvilles où l'anonyme domine (ce que Durkheim appelait des espaces « anémiés »). Maîtresses de leur territoire, les armées du crime profitent d'un avantage technique supérieur voire d'un certain appui de la population locale. La guerre au crime peut devenir, sans doute, l'archétype du conflit au XXIème siècle.

Les gangs s'attachent à leur territoire et ne veulent en rien les céder à un autre acteur, fût-il étatique. Pour augmenter leurs revenus, les mafias entreprennent également de se diversifier dans d'autres produits, plus rémunérateurs que la drogue. Au Mexique, les grands cartels s'adonnent au vol de carburant (3,35 millions de barils de carburant en un an volés à la Pemex). En Colombie, les mafias contrôlent les mines d'or et d'autres minerais précieux. En Europe, les bureaux de change et lieux d'échange d'or en espèces sont majoritairement aux mains des organisations criminelles : en Italie, ce marché vaudrait 14 milliards d'euros pour un or qui transiterait ensuite vers la Suisse. Les ventes d'or de l'Italie à la Suisse ont été multipliées par deux entre 2009 et 2011. Plus généralement, les marchés de la contrefaçon dangereuse et les marchés ouverts par Internet aiguisent les appétits des criminels. La réorientation de la prédation criminelle du réel au virtuel vise notamment l'entreprise par les détournements de fonds en incitant à réaliser des virements falsifiés par exemple. La cybercriminalité

prend un essor considérable en particulier grâce aux pillages de données personnelles mal protégées (utilisation d'un même mot de passe sur plusieurs sites). Les banques ont bien saisi ce nouveau danger : selon Interpol, les préjudices subis par les banques américaines en 2011 par la criminalité traditionnelle (braquages, vols, ...) s'élève à 900 millions de dollars contre 12 milliards en ce qui concerne la cybercriminalité. Interpol poursuit et indique que 80% des escroqueries sur Internet sont le fait de la criminalité transnationale. Sur ce champ de prédation, le criminel disparaît aussi rapidement qu'il apparaît et n'ayant aucun ancrage territorial, les opérations de contrôle sont rendus encore plus complexes. Enfin, la litanie de scandales de paris sportifs à la une de nos journaux révèle l'emprise des mafias sur ce marché très lucratif où de petites sommes engagées (corruption d'arbitres et de joueurs) permettent de rapporter énormément. Les championnats russes et surtout chinois de football sont plus animés par les scandales quotidiens que par les exploits de leurs joueurs. Le championnat italien est historiquement contaminé et l'affaire des matchs truqués de 2006 avait valu à des clubs très prestigieux comme le Milan AC, la Juventus de Turin, la Fiorentina et la Lazio Rome une relégation. Un autre marché, récemment développé, assure des revenus complémentaires aux organisations criminelles : l'environnement. En vertu des principes écologiques hissés au rang de nouvelle religion en Europe, l'opinion publique est désormais farouchement en faveur de la protection des forêts. Le concept de criminalité environnementale s'illustre par exemple par les déforestations illicites. Elles représentent un marché très juteux : le commerce illicite du bois représenterait un marché de 30 milliards de dollars par an selon Interpol dont presque un tiers pour l'Indonésie.

Ainsi, aux acteurs spécialisés dans un produit maîtrisant l'ensemble de la chaîne de valeur se substituent aujourd'hui des méga-gangs organisés et très décentralisés, offrant une gamme multi-produits. Depuis les années 1970, à la vague de transnationalisation des mafias a succédé une nouvelle « division internationale du travail criminel » comme l'a révélé le procès du réseau Pizza Connection, organisant le transit de l'opium

Afghan vers Little Italy à New York par l'armateur turc Yasar Avni. La dernière étape de la constitution de conglomerats criminels a consisté en une décentralisation pour plus d'efficacité opérationnelle, plus de proximité et moins de risque de démantèlement.

Les grands groupes criminels, comme les grandes entreprises, nouent des alliances sur certains marchés et se concurrencent sur d'autres. L'alliance des Farc avec le cartel mexicain Beltran-Levya a donné naissance à un acteur majeur du commerce de cocaïne. Même des anciens ennemis enterrent la hache de guerre pour le « doux commerce » : certains anciens de l'IRA ont copiné avec leur ennemi d'hier l'Ulster Volunteer Force pour contrôler le trafic de crack dans Liverpool après un transit à Dublin. Ces immenses conglomerats de mafias hybrides assemblées en un réseau surpuissant rendent plus complexe la lutte contre le crime organisé et posent des défis considérables à la communauté internationale.

Lutter contre le crime : une gageure ?

Aujourd'hui, la lutte contre le crime est inefficace. Sur les 450 milliards de dollars blanchis chaque année selon l'ONU, moins de 1% est confisqué par l'appareil anti-blanchiment. Les Etats ne peuvent rien contre la vague d'homicides en Amérique Latine et perdent des pans entiers de territoire désormais contrôlés par des organisations criminelles récoltant leur propre impôt. Comme nous l'avons déjà évoqué, la guerre change de forme et aux conflits internationaux entre armées se substituent des guerres civiles locales impliquant quasi-systématiquement des acteurs criminels.

Faut-il avant tout revoir les dispositifs militaires ? Certes, les menaces géostratégiques intercontinentales demeurent. Toutefois, sur des dépenses militaires mondiales de 1 700 milliards de dollars en 2011, l'essentiel va dans des armes lourdes conventionnelles seulement utilisables lors de guerres classiques ... conflits dont le nombre a été réduit depuis trente ans. En revanche, les moyens donnés aux services de renseignement et d'infiltration, voire aux armes adaptées au milieu difficile, restent maigres.

Outre cette réorientation des budgets nationaux de défense vers des outils plus appropriés à la lutte contre les menaces stratégiques, y'a-t-il une place pour une coopération internationale contre le crime ? Après tout, l'Occident n'est-il pas en quête d'un ennemi commun pour se ressouder depuis la fin de la guerre froide ? Certains dispositifs existent comme Interpol (International Police). En 2002, la Convention de Palerme permet l'élaboration de définitions universelles pour certaines entrées de droit pénal, favorisant le rapprochement des dispositifs législatifs pénaux et le développement d'une coopération judiciaire internationale. Cette convention a été complétée par la Convention de Mérida portant sur la corruption en 2003. Certaines avancées régionales sont à noter, en particulier en Europe. Depuis 2005, le traité de Prüm permet des échanges de données personnelles entre Etats notamment d'empreintes digitales. L'Union Européenne essaie également de développer Europol, une police criminelle intergouvernementale pour l'échange d'informations et Eurojust, agence européenne de coopération des juridictions nationales.

Si des efforts sont entrepris, les principales prérogatives demeurent du ressort national. Cette inertie s'explique, principalement, par la persistance du concept d'Etat-nation à l'ère de la mondialisation mais aussi par les liens très étroits noués entre milieu criminel et Etat avec l'avènement de l'économie reine. L'Etat a même parfois intérêt à laisser prospérer le crime d'un point de vue géostratégique. Par exemple, si le trafic de stupéfiants était totalement éradiqué en Amérique du Nord, l'économie américaine s'effondrerait entre 19 et 22% alors que l'économie mexicaine tomberait de 63% ! ¹¹ Depuis la vague de dérégulation, « le capitalisme évolue de bulle en bulle » selon Michel Aglietta. Certes, les politiques monétaires entreprises par les banques centrales jouent un rôle fondamental dans cette fragilisation de nos systèmes. Toutefois, il convient d'y adjoindre la masse colossale d'argent sale issu du blanchiment qui déstabilise le système financier

international. Les bulles irlandaises, espagnoles, albanaises, mexicaines des années 1990-2010 proviennent essentiellement du blanchiment de l'argent de la drogue. La Costa Brava espagnole a connu l'explosion du secteur BTP entre 2003 et 2006 faisant croire à un « miracle espagnol ». En réalité, l'argent de la drogue a été blanchi par le secteur du BTP totalement sous contrôle des parrains, favorisant dans un premier temps l'envol de l'économie espagnole avant un dur retour à la réalité depuis le début de la crise économique. L'affaire Wachovia en 2008 a révélé qu'une des plus grandes banques américaines avait blanchi près de 379 milliards de dollars de cartels mexicains entre 2004 et 2007 soit un tiers du PIB mexicain en raison des défauts de contrôles élémentaires et malgré de nombreux avertissements. Rappeler que les contribuables du monde entier ont participé au renflouage de ces banques américaines en 2009 apparaît comme une pilule difficile à digérer. De plus, contrôler de tels flux dangereux se révèle délicat sachant que quelque 50% des transactions internationales transitent par des paradis fiscaux. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que les trois pays européens le plus touchés par le crime (Grèce, Espagne, Portugal) sont les principales victimes de la crise économique. En Grèce, l'évasion et la fraude fiscales diminuent considérablement les revenus de l'Etat. L'économie souterraine représente près d'un tiers du PIB. Dans un pays où le sport national est la corruption des élites, le maquillage des comptes publics par Goldman Sachs apparaissait comme de la roupie de sansonnet. Ainsi, un prêt d'un milliard d'euros €, sans apparition dans les comptes publics, et dont les remboursements étaient gagés sur les revenus de la loterie nationale grâce à un véhicule souterrain nommé « Ariane », a pu être octroyé. Parallèlement, Goldman Sachs spéculait par des CDS sur la dette grecque. Toutes ces données posent une question : et si la crise économique que nous traversons avait une origine criminelle ? Pour Jean-François Gayraud¹², l'objectif de la crise était de laminer les pauvres de la société américaine souvent issus d'ethnies et d'organiser en cela un fantastique

¹¹ Luca Rastello, « I am the market – how to smuggle cocaine to the ton, in five easy lessons », New York, 2011

¹² JF Gayraud et François Thual, *Géostratégie du crime*, 2012

transfert de richesses des pauvres vers les plus riches.

Si des mesures ont été prises, une réforme significative relève du miraculeux quand on traite des organisations criminelles. Les intérêts des organisations criminelles sont parfois alignés sur ceux des administrations au pouvoir, ce qui ne motive pas la mise en place d'une vraie politique de lutte contre le crime. Dans des Etats où les affaires de corruption et d'accointance entre les milieux politiques, les banques d'affaires et les organisations criminelles sont légion, Jacques de Saint-Victor parle même de la naissance d'une « bourgeoisie criminelle ». Balzac disait : « Les lois sont des toiles d'araignée à travers lesquelles passent les grosses mouches et où restent les petites »¹³. Les démocraties menacent de s'effacer derrière certaines « kleptocraties ».

Pour ardue qu'elle puisse paraître, la lutte contre le crime organisée est urgente en tant qu'elle s'inscrit dans un spectre plus large comprenant la lutte contre la surliquidité dans une économie de bulles, le renforcement du rôle de l'Etat et de la gouvernance internationale, la coopération policière et judiciaire à un niveau régional puis transnational et la lutte contre la corruption ; elle induit des problématiques de sécurité sanitaire (contrefaçons médicamenteuses), publique (taux d'homicides), internationale (prolifération d'armes) et met en danger les ressources naturelles. Ainsi, une ligne de cocaïne consommée en Europe détruit 1m² de forêt tropicale dans les Andes et distribue 100 cartouches de Kalachnikov de plus pour les guerres civiles africaines.¹⁴ En cela, la mondialisation du crime est un problème géopolitique global majeur.

Conclusion

Peu à peu, le monde s'éveille avec la conscience des mutations que le crime a subies depuis trente ans. L'actuelle crise du crime est une chance historique que la communauté internationale doit saisir pour

réussir sa lutte contre des acteurs déstabilisateurs et contempteurs de la légitimité de l'Etat. Barack Obama l'a bien compris et a ainsi déclaré unilatéralement la guerre à trois entités criminelles mondiales en 2011 : les Zetas mexicaines, les Yakuzas japonais et la Camorra italienne. Parallèlement, de nombreux pays forment des coalitions afin de partir en guerre contre certaines pratiques financières criminelles.

Cependant la lutte s'annonce longue et difficile à mener en raison de la corruption généralisée des élites et des énormes enjeux financiers, attirant inéluctablement tous les *homo oeconomicus*. La lutte s'annonce encore plus complexe en raison des réductions drastiques des budgets militaires et policiers pour sortir de la crise dans laquelle nous sommes plongés.

Pourtant, Galbraith rappelle dans *The Great Clash 1929* que la commission Pecora, entre 1932 et 1934, a mis au jour l'action des « barons voleurs américains » et les fraudes déstabilisatrices des grandes banques américaines. Roosevelt s'appuya sur ce scandale pour faire passer ses lois régulatrices et son Glass-Steagall Act. En quoi la lutte contre le crime favorisa la sortie de crise en 1929. Après tout, Marx a raison : « l'Histoire ne se répète pas, elle bégaie. »

¹³ Honoré de Balzac, *La Maison Neureinger*, cité dans JF Gayraud et F.Thual, *op. cit.*

¹⁴ UNODC, « Organized crime deepens humanitarian crises », 2010

Bibliographie

- Jean François Gayraud et François Thual, *Géostratégie du crime*, Odile Jacob, 2012.
Xavier Raufer, *Géopolitique de la mondialisation criminelle*, PUF, 2013.
Xavier Raufer, *Les nouveaux dangers planétaires*, CNRS Editions, 2010.
Alain Labrousse, *Géopolitique des drogues*, PUF, 2011.
Roberto Saviano., *Gomorra*, 2006.
UNODC, « Organized crime deepens humanitarian crises », 2010.
Luca Rastello, « I am the market – how to smuggle cocaine to the ton, in five easy lessons », NYC, 2011.
National Drug Intelligence Center, *The Economic Impact of Illicit Drug Use on American Society*, 2011.
United Nations, *2012 World Drug Report*

Autres sources

- <http://www.monde-diplomatique.fr/2012/07/BOYER/47927>
http://www.lepoint.fr/economie/le-pib-de-l-italie-bientot-dope-par-la-drogue-et-la-prostitution-23-05-2014-1827288_28.php
<http://www.diploweb.com/Crime-organise-geopolitique-d-un.html>
<http://www.franceculture.fr/emission-les-enjeux-internationaux-criminalite-organisee-pourquoi-les-etats-sont-ils-si-defaillants->

A propos des auteurs...

Grégoire HALLIEZ est actuellement étudiant à Sciences Po Paris, master Affaires publiques après avoir suivi le programme Grande Ecole d’Audencia Nantes. Passionné d’histoire contemporaine et de géopolitique, il est rédacteur pour les Yeux du monde depuis janvier 2012. Thèmes de prédilection : grandes questions géopolitiques, géoéconomie, Europe, France.